

## OUVRAGES

- La déontologie des experts*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, sept. 2016, avec K. Favro et L. Lobé-Lobas.
- *Code de la santé publique*, Dalloz : annotations et commentaires, Parties 1 et 4.
  - *Quelle responsabilité envers les générations futures ?*, (dir.), Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, janv. 2012. Préf. M. Delmas-Marty.
  - *Le maire et les édifices culturels* : étude réalisée pour les AMF 49, 53 et 72, publiée par l'Association des maires de France, Cahiers du Réseau, n° 11, 2010.
  - *Les juridictions ordinales*, LGDJ, collection « Systèmes », 2005.
  - *Droit des institutions administratives congolaises*, éd. L'Harmattan, 2005. Co-rédaction.
  - Les aides publiques indirectes aux entreprises, contribution à l'étude de la notion d'aide, Thèse Dir. Pr. P. Delvolvé.

## COLLOQUES, CONFÉRENCES (ORGANISATION)

- *Patrimoine et patrimonialisation*, à venir, déc. 2019, Yaoundé 2, Cameroun.
- *Le banc public saisi par le droit*, conférence du 12 mai 2016, UVSQ, actes publiés au JCP A 2017, n° 22.
- *Insuffisance des dons d'organes entre vivants : comment lever les obstacles juridiques ?* Université de Versailles-Saint-Quentin, Avril 2014. Actes publiés.
- *Le rôle ambigu de la presse médicale dans l'affaire Mediator*, Université Versailles Saint-Quentin en Yvelines, 3 avril 2012.
- *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?*, Université de Versailles-Saint-Quentin et Université de Poitiers, 10 et 13 décembre 2010. Actes publiés, ed. Dalloz, janv. 2012.
- *Le prélèvement d'organes post-mortem, regards croisés du droit et de la médecine*, Université de Versailles Saint Quentin, 15 mars 2012

## COLLOQUES, CONFÉRENCES (CONTRIBUTION)

- *Le droit de la santé, vecteur de banalisation du droit administratif ?* Colloque UCAD-2, juillet. 2019, Dakar, à publier aux Presses Univ. de Toulouse.
- *Liberté d'expression et appartenance ethnique ou religieuse*, Colloque UCAD-2, juillet. 2018, Dakar, à publier aux Presses Univ. de Toulouse.
- *L'obligation vaccinale*, février 2018, Univ. Evry, publié Rev. Droit de la Famille 2018.
- *Les experts, émergence d'un contre-pouvoir ?*, Niamey, octobre 2017, actes publiés aux éd. L'Harmattan, 2019 (p. 399).
- *Le droit administratif africain à la recherche de ses propres modèles*, Yaoundé-2, janvier 2017, éd. L'Harmattan, 2018.
- *La fiscalité des jeux d'argent et de hasard, archétype d'une fiscalité rédemptrice*, Conférence de l'Institut Cujas, Dogma (dir. S. Rials), sept. 2015.

- *Rareté, intérêt général, santé publique*, in Les maladies rares, une voie/x pour la santé de demain ?, Colloque Univ. Toulouse 1, sept. 2014, Actes parus aux éd. LEH (dir. I. Poirot-Mazères), p. 31.
- *Le conflit d'intérêts en santé avant et après 2011 : de l'autorégulation à la régulation légale, in L'appréhension et l'expertise des risques en matière de santé et d'environnement*, Colloque Cour de cassation – Paris-8, nov. 2014, Actes à paraître aux éd. du CNRS.
- *Right to health cares, bioethics and future generations, in The law of the future & the future of the law*, Colloque Univ. Lisbonne, dir. Pr. L. Duarte, juin 2014.
- *L'expert pris en défaut, in L'expert au banc des accusés ?*, Colloque Mulhouse, CERDACC, mai 2014, Rev. Droit de l'environnement Hors-série 2014, p. 50.
- *Qualité et ordre public sanitaire, ou ordre public versus qualité*, in Qualité et santé : vers un nouvel ordre public sanitaire, Synthèse, Univ. Perpignan, dir. P. Ducoulombier, déc. 2013, RDSS 2014.1063.
- *Procédure disciplinaire et procédures juridictionnelles parallèles*, Univ. Bordeaux IV, dir. A. Rouyère, déc. 2013.
- *Les prélèvements publics sur les produits des jeux et leur affectation*, Univ. Bordeaux IV, dir. J.B. Vila, mai 2013, L'Harmattan, 2014, p. 256.
- *Inégalités de santé, droit aux soins : du droit à la pratique*, (en espagnol) Santiago du Chili Univ. Univ. Diego Portales, mai 2013, 3ème Forum France-Amérique Latine de bioéthique, dir. C. Byk.
- *Conflits d'intérêts et déontologie : l'échec des autorégulations et l'improbable; succès de la loi*, Angers, mars 2013, Revue Médecine et droit, janv. 2014, p. 9.
- *L'intérêt des générations futures, élément de la légalité administrative ?*, Poitiers-UVSQ, dir. J.P. Markus, Déc. 2010, éd. Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, janv. 2012.
- *Territoires, loi du 28 pluviôse an VIII, loi Voynet : de l'autorité par la division à la cohésion par la prestation*, in *La loi du 28 pluviôse an VIII deux cents ans après : survivance ou pérennité ?* Amiens, Dir. J. Chevallier, CURAPP, éd. PUF, 2000.
- *La contribution de la politique de la concurrence à l'objectif de cohésion économique et sociale*, in *L'Europe et les régions : quinze ans de cohésion économique et sociale*, éd. Bruylant, 2003.

## ARTICLES

- *La Sécurité des touristes étrangers en France, sécurité des Français touristes à l'étranger*, Juristourisme (Dalloz), févr. 2016.
- *La fiscalité des jeux d'argent et de hasard, archétype d'une fiscalité rédemptrice*, in la revue Droits (dir. S. Rials), 2016.
- *Réflexions mitigées sur les Maisons de santé universitaires*, Mélanges J.M. Clément, éd. LEH, 2014, p. 637.
- *L'information du donneur d'organe*, Rev. Droit de la famille Lexis Nexis 2014/10, n° 16.
- *Résolution de l'Assemblée du Conseil de l'Europe pour l'effectivité du principe d'égalité en matière d'accès aux soins*, RDSS 2014, p. 63.
- *Quel régime pour les terrasses et restaurants installés sur le domaine public ?*, Juristourisme (Dalloz), janv. 2014.
- *La médecine nucléaire, entre droit nucléaire et droit de la santé*, in O. Guézou et S. Manson (dir.), Droit public et nucléaire, éd. Bruylant, 2013.
- *Le directeur d'office de tourisme : un poste sensible, un siège éjectable*, Juristourisme, févr. 2013,

p.9.

- *La liberté de l'information médicale*, Legicom, n° 49, 2013/1, p. 79.
- *Tourisme scolaire, responsabilité des accompagnateurs*, Juristourisme, nov. 2012.
- *Les subventions aux activités de festivals*, Juristourisme, juin 2012.
- *Le chèque-vacances, outil juridique du tourisme social*, Juristourisme, juill. 2012.
- *Le tourisme médical confronté aux droits et obligations du professionnel de santé français*, Rev. Juristourisme, mai 2011.
- *Les aides aux entreprises affectées par la crise financière*, JCP A 2010, n° 2211. Offices de tourisme : panorama d'actualité, Rev. Juristourisme, mai 2010.
- *Réforme des aides locales à l'investissement et à la location d'immeubles*, JCP A 2010, n° 58.
- *La notion juridique de personne handicapée*, in O. Guézou et S. Manson (dir.), Droit public et handicap, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2009, p. 27. Actes suivis d'un colloque au Sénat.
- *Loi de « développement et de modernisation des services touristiques » (22 juillet 2009) : rénovation des cadres juridiques d'un secteur affaibli*, JCP E 2009, n° 1921 et JCP A 2009, n° 2218.
- *La chasse, une activité protectrice de l'environnement par détermination de la loi ?*, AJDA mai 2009, p. 973 (co-écrit avec C. Cans). Coopération décentralisée et tourisme, Rev. Tourisme et droit, avril 2009.
- *Dénomination « Commune touristique », commentaire du décret du 2 septembre 2008*, Rev. Tourisme et droit, mars 2009.
- *La relation juridique d'aide à aidé : acte unilatéral ou contrat ?*, Rev. Contrats publics – Actualité de la commande publique, sept. 2008.
- *L'ouverture des édifices culturels au tourisme*, Rev. Tourisme et Droit, sept. 2008.
- *La locution adverbiale « en/par lui-même », et ses déclinaisons en genre et nombre dans la jurisprudence du Conseil d'Etat*, Rev. Rech. Jur. - Droit prospectif, 2007/3.
- *Refonte de la procédure disciplinaire devant les ordres des professions de santé*, RDSS, 2007.
- *La candidature des établissements publics de coopération intercommunale aux marchés publics et délégations de services publics*, Revue Contrats publics - Actualité de la commande publique, 2006.
- *La loi n°2005-357 du 20 avril 2005 relative aux aéroports : mise aux normes concurrentielles des aéroports nationaux*, Revue Collectivités territoriales – Intercommunalités, Lexis Nexis, 2005.
- *Le principe d'adaptabilité : du principe de mutabilité à l'obligation d'adaptation des services publics aux besoins des usagers*, Rev. Fr. Dr. Adm. 2001.
- *Le contrôle de la conventionnalité des lois par le Conseil d'État*, Act. Juridique. Dr. Adm. 1999.
- *La continuité de l'État en droit public interne*, Rev. dr. pub. 1999.
- *Sursis à exécution et intérêt général*, Act. Jur. Dr. Adm. 1996.
- *Qualification juridique des faits et cassation administrative fiscale*, Act

#### NOTES (PRINCIPALES)

- CJUE 29 avril 2015, Léger c. Ministère de la santé, aff. C-528/13, JCP A 2015, n° 37 (don du sang et homosexualité)

- CE 27 mars 2015, JCP A 205, n° 2110 (biens spoliés sous l'Occupation)
- CE 23 juill. 2014, Commune de Vandranges, JCP A 2015, n° 2028 (récupération d'une aide publique)
- CE 9 Septembre 2013, Asselin, JCP A 2013, n° 2255 (autorisation de plaider, récupération d'une aide publique)
- CE 3 oct. 2012, n° 355105, Kaplan, JCP A 2013, n° 2020 (biens spoliés sous l'Occupation)
- CAA Versailles 5 janv. 2012, Société nouvelle Issy-Décor, JCP A 2012, n° 2095 (voie de l'opposition, recevabilité)
- CE 16 fév. 2011, Dép. de la Seine-Saint-Denis, JCP A 2011, n° 2174.
- CE 20 oct. 2010, Province des îles Loyauté, JCP A 2010, n° 2037
- TA Caen 26 oct. 2010, Préfet du Calvados, JCP A 2010, n° 2347.
- CE 5 juil. 2010, CCI de l'Indre, JCP A 2010, n° 2285.
- CJUE 20 mai 2010, Scott-Kimberly Clarck SAS, aff. C-210-09, JCP A 2010, n° 2259. Trib. inst. Paris 7 mai 2009, Synd. CFDT c. ADP, Rev. jur. économie publique 2010, n° 15 (co-écrit)
- CE ord. 15 mai 2009, Société France conditionnement création, AJDA 2009, p. 1668.
- CE Avis, 16 fév. 2009, Hoffman-Glemane, JCP éd. G, 2009, n° 10074, et JCP A 2009, n° 2139.
- CE 15 déc. 2006, Société Corsica Ferries, CP-ACCP mars 2007, p. 48. CE 12 janv. 2005, M. Kerkerian : AJDA 2005, p. 1009. CE 27 juin 2005, Mahdi : Dalloz 2005, p. 2583.
- CE 26 sept. 2005, Conseil national de l'ordre des médecins : AJDA 2006, p. 308
- CE 28 avr. 2004, Foyer-Logement résidence Maurice Viallatte, AJDA 2004, p. 1541.
- CE 16 juin 2004, Bianchin, AJDA 2004, p. 1768.
- CE 5 juil. 2004, AJDA 2004, Société sud parisienne de construction, AJDA 2004, p. 2216.
- CE 12 mai 2003, Ep. Leniau : AJDA 2003, p. 1827.
- CE 2 juil. 2003, Commune de Collioure, AJDA 2003, p. 2218.
- CE 30 juil. 2003, Chatin-Tsai : AJDA 2003, p. 2045.
- CE 17 déc. 2003, Meyet : AJDA 2004, p. 712.
- CE 2 oct. 2002, Banque de France, AJDA 2002, p. 1345.
- CE 6 nov. 2002, SA Le Micocoulier : AJDA. 2003, p. 140.
- CE 6 nov. 2002, Synd. intercommunal d'adduction d'eau potable de Saint-Martin-de-Ré, La Flotte-en-Ré et Saint-Marie-de-Ré : AJDA 2001, p. 1090.
- CE 22 nov. 2002, Commune de Beaulieu-sur-Mer, AJDA 2003, p. 737.
- CE 26 mars 1999, Soc. EDA, Dalloz 2000, jur., p. 204.

## AUTRES

- Le « *bluff administratif* » comme nouveau mode d'administration ? Libre-propos JCP A 2009, n° 990
- De l'effet juridique de la parole... et inversement, Libre-propos, JCP A 2010, n° 537.
- Égalité, continuité, mutabilité... Exemplarité ?, Libre-propos, JCP A 2010, n° 569.